

Loi «sécurité globale» : des manifestations à travers le pays, une centaine d'arrestations à Paris

EN IMAGES - Plusieurs cortèges ont défilé samedi 12 décembre dans différentes villes. Des scènes très tendues ont eu lieu dans la capitale entre manifestants et forces de l'ordre.

Par Le Figaro

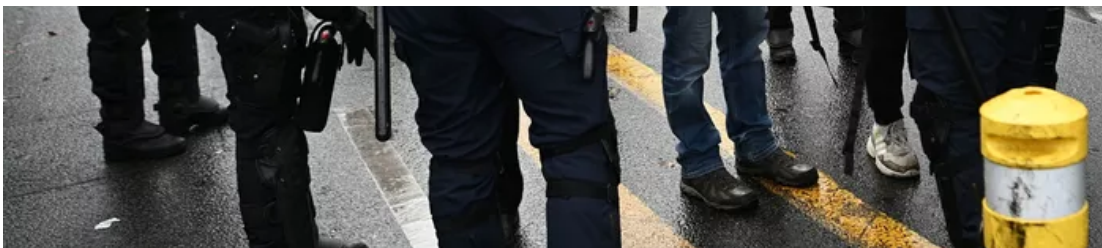
Publié il y a 4 heures,

Mis à jour il y a 18 minutes

Samedi 12 décembre, une nouvelle journée de manifestations a eu lieu à travers le pays contre le projet de loi «*sécurité globale*». En milieu d'après-midi, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a indiqué que 81 personnes avaient été arrêtées dans la capitale, porteuses notamment d'objets «*qui n'ont pas leur place dans une manifestation.*»

La manifestation parisienne de la coordination contre la proposition de loi avait pourtant été annulée, le collectif considérant que les conditions de sécurité n'étaient pas réunies. Réunis derrière une immense banderole proclamant «*stop aux lois liberticides, stop islamophobie*», plusieurs milliers de manifestants ont tout de même entamé une marche au départ de Châtelet pour rallier la place de la République, sous la pluie et serrés de près par d'importants effectifs de CRS et de gendarmes mobiles. Le défilé enregistré auprès de la préfecture de police n'a pas été interdit.





Des manifestants ont été contrôlés dans les rues de Paris. *CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP*

Comme le souligne notre journaliste sur place, l'ambiance était déjà tendue en début d'après-midi entre les manifestants et les forces de l'ordre.



Dans la manifestation parisienne du 12 décembre. *Thibault Izoret / Le Figaro*

Les forces de l'ordre sont intervenues «*au milieu du cortège et ont interpellé des individus pour empêcher la constitution d'un groupe de black-blocs violents*», a indiqué la préfecture dans un tweet.

En fin d'après-midi, les forces de l'ordre ont d'ailleurs fait usage du canon à eau, place de la République.

Place de la République, le 12 décembre. CHARLES PLATIAU / REUTERS

Vers 18h30, les forces de l'ordre ont évacué la place de la République pour mettre fin à la manifestation.

En revanche, en dehors de la capitale, le collectif à l'initiative de la manifestation parisienne, a appelé *«les coordinations locales à poursuivre la mobilisation contre cette loi en organisant des rassemblements sur tout le territoire national»*. Des manifestations étaient ainsi organisées à Lyon, Strasbourg, Bordeaux, Lille (photo ci-dessous), Dijon, Caen, Tours ou Nancy.

Plus tôt dans la journée, environ 1800 personnes, selon la préfecture, ont défilé dans le calme dans le centre-ville de Montpellier. *«Je ne proteste pas uniquement contre la loi de sécurité globale»*, a expliqué Coline Marguet, une étudiante de 23 ans, *«nous allons*

vers trop de restrictions, de manière générale». «Notre devoir de citoyen est de veiller au respect de nos droits», a renchéri Anne-Marie Briand, un médecin de 49 ans en arborant une pancarte «Un flic flou, c'est un flic pas net».

De 200 à 300 personnes se sont également rassemblées à Lille pour dénoncer la loi «sécurité globale» mais aussi le projet de loi du gouvernement contre le séparatisme jugée «islamophobe». «*Tout est un peu lié, la volonté de faire taire les oppositions, la stigmatisation des musulmans*», a jugé Samuel, infographiste.

Une opération de collage à Lille lors de la manifestation de ce samedi 12 décembre. CHARLES PLATIAU / REUTERS

Près de 1.300 personnes ont défilé à Strasbourg à l'appel d'une vingtaine d'organisations. Les manifestants se sont d'abord réunis place de la République, en lisière du centre-ville historique de la capitale alsacienne, pour tenir une «assemblée populaire». Puis la foule, constituée de 1.300 personnes selon les forces de l'ordre, et 1.000 à 1.500 selon les organisateurs, s'est élancée, contournant le centre-ville et ses commerces, comme exigé par la préfecture du Bas-Rhin.

La foule à Lyon, ce samedi 12 décembre. *PHILIPPE DESMAZES / AFP*

Le ministre de l'Intérieur dans son message du jour a remercié la mobilisation des policiers et gendarmes «contre des casseurs».

Le texte sur la «*sécurité globale*» est accusé par ses détracteurs de porter atteinte «à la *liberté de la presse, à la liberté d'expression et à la liberté de manifester*», notamment en raison de son article 24 qui pénalise la diffusion malveillante d'images des forces de l'ordre, et aussi d'instaurer «*des outils de surveillance de masse*».

Dans les rues de Paris samedi 12 décembre. *CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP*